



La Lettre

des Semaines sociales de France

N°78 avril 2015
www.ssf-fr.org

SOMMAIRE :

► 2 à 5 Dossier

■ Religions et culture, pour imaginer le monde
par René Pujol

■ 4 Opinion :

Dennis Gira

« Définir un mystère, c'est le vider de sa substance. »

► 6 Opinion :

Ghaleb Bencheikh

« Un parlement des religions du monde »

► 7 Carnets d'Europe

La Grèce face au principe de réalité
par Sylvie Goulard

► 8 Chronique du Ceras

« La maison brûle. Où sont les chrétiens ? »
par Marie Drique et Christian Mellon sj

► 10 Interview

Samuel Grzybowski
« Déconfessionnaliser l'interreligieux »,
par René Pujol

► 12 Livres

Notre sélection

► Encart : Bulletin de soutien et d'abonnement
Posé : Bulletin de soutien et bulletin d'abonnement

ÉDITORIAL

Les religions, des ressources pour la Nation



Les temps troublés que nous vivons en France rappellent une période tumultueuse au début du siècle passé. Les pouvoirs politiques et religieux s'y affrontaient : qui devait avoir autorité sur les esprits entre l'instituteur et le clerc ? Au risque de croire qu'entre les autorités supérieures et les simples citoyens, il n'y a rien. Il y a au contraire une société vivante, animée de médiations diverses où se

forment les vertus de l'esprit civique et du vivre ensemble. Les fondateurs des Semaines sociales de France s'engouffrèrent à l'époque dans cette brèche ouverte avant eux par de grands précurseurs de la question sociale : Saint-Vincent-de-Paul, Frédéric Ozanam, Charles de Montalembert, Léon Harmel, pour n'en citer que quelques-uns. Ceux-là ne prétendaient pas faire de la politique, mais nourrir le terreau des valeurs qui permettent au politique d'entraîner les citoyens vers le haut.

Aujourd'hui, « le politique » semble bien prêt de commettre la même erreur de jugement. Il donne l'impression de compter seulement sur l'État et ses relais institutionnels, éducateurs professionnels, élus locaux, pour faire échec à l'intolérance et inculquer les vertus citoyennes. La fonction de ceux-ci est importante, mais insuffisante. Car il n'existe pas de démocratie chimiquement pure, où les citoyens feraient abstraction des convictions éthiques qui ravivent constamment leur souci du bien commun, l'esprit de solidarité, le goût conjugué de la liberté et la responsabilité. Lorsque qu'ils tiennent à distance de la vie publique les religions et le sens d'une liberté responsable qu'elles communiquent, les politiques réduisent les citoyens à des abstractions et se privent d'une contribution essentielle à la vie sociale.

Les progrès de notre laïcité sont nés d'épreuves surmontées, comme l'ont montré les suites de la loi de 1905, conduisant à une distinction saine des rôles joués par l'État et les médiations sociales religieuses. Tout indique que s'ouvre une phase nouvelle de cet apprentissage. Tout indique aussi que la participation des croyants musulmans à cette phase nouvelle ne peut dépendre de l'État seul, mais requiert l'expérience et l'attention des religions qui ont accompli le chemin exigeant de la laïcité. Cela requiert de leur part humilité et ténacité. Mais cela requiert aussi de la part du politique dans notre pays une intelligence neuve des religions comme ressources éthiques de la Nation. ●

Jérôme Vignon

Religions et culture, pour imaginer le monde

Le constat est devenu un lieu commun : la mondialisation a renforcé l'interdépendance des pays sans, pour autant accoucher d'une nécessaire solidarité. De sorte que face à la fragilité des instances politiques, toujours à la veille de scrutins incertains, le souci du bien commun semble aujourd'hui porté de manière privilégiée par les sages, les cultures et les religions.

Dans un livre récent⁽¹⁾ Michel Rocard s'interroge sur l'avenir de la planète, face au défi écologique et à la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique. Or, à ses yeux, les instances politiques, responsables naturelles du bien commun, apparaissent impuissantes face au monde de la finance dont le seul ressort semble être devenu l'accumulation de profits aussi gigantesques qu'immédiats et déconnectés de l'économie réelle. D'où cet appel teinté d'inquiétude : « Il faut amener les autorités publiques à prendre conscience de l'urgence et les inviter à apporter des solutions durables qui s'inscrivent dans un temps long. Le court-termisme nous conduit dans le mur. »⁽²⁾

Même constat dans le petit ouvrage du Collectif Roosevelt *Stop au mirage de la croissance* (lire en page 12), parfaitement résumé dans ces quelques lignes de l'introduction : « La crise de 2007, déclenchée par les banques et le monde de la finance, a eu des conséquences sociales gravissimes, dont toute une génération sacrifiée dans des pays tels que la Grèce, l'Italie ou l'Espagne et un chômage de masse dans la plupart des pays développés. Mais l'un des effets les plus néfastes pour les générations à venir est que cette crise a redonné la priorité au temps court (Comment sortir vite de cette crise ?) par rapport au temps long (Quelle société voulons-nous vraiment construire ?). Tout débat osant seulement dépasser le problème de la recherche de la croissance à court terme est considéré comme politiquement incorrect et même relevant d'un véritable tabou. »

L'analyse n'est pas nouvelle. Les termes du débat sont dans tous les esprits : aucun des grands défis de l'heure ne peut être réglé par un seul pays isolé, quelle que soit sa puissance et quels que soient les discours populistes qui prétendent le contraire. Des défis qui ont pour nom : préservation de la nature et des ressources qu'elle nous procure, libre accès à l'eau potable comme aux ressources énergétiques, lutte contre la pollution et le réchauffement climatique, préservation de la biodiversité, recherche d'un nouveau modèle de développement durable comme alternative raisonnée et créatrice d'emplois, à une impossible généralisation du modèle de croissance occidental... Or toutes les décisions à prendre dans ces différents domaines exigent une concertation internationale et un engagement dans la durée, peu compatible avec « le temps » du politique qui, comme chacun sait, est tributaire des échéances électorales... et donc d'opinions publiques versatiles.

Concertation internationale et engagement dans la durée

La Mondialisation a renforcé l'interdépendance entre les peuples à un niveau jamais atteint. Mais d'une manière générale la solidarité n'a pas suivi. Nous savons à quel point cet objectif reste toujours à parfaire, même au sein de notre Europe. Au plan international, 2015 sera marquée par la définition des Nouveaux objectifs du Millénaire, et aussi, comme nous le rappellent nos amis du Ceras (lire p. 8), par le sommet du climat *Cop 21* qui se tiendra à Paris en décembre prochain. Sauf qu'à ce jour, quel que soit l'investissement personnel du président de la République française, hôte de cette conférence, rien ne semble acquis sur la capacité des États à surmonter leurs égoïsmes pour aboutir à un accord global contraignant et porteur pour chacun d'eux d'engagements concrets.

Aussi, voit-on depuis longtemps déjà, se multiplier les appels pour que les responsables religieux, au premier rang desquels le



VENDREDI 2 OCTOBRE L'interdépendance nous rend-elle solidaire ?

Les enjeux des négociations en cours ; le regard de la société civile ; les enjeux du développement vus de différentes régions du monde.

SAMEDI 3 OCTOBRE Les ressources des cultures et des religions.

Les religions comme source d'espérance ; renouveler le regard de la mondialisation par les religions ; religions, interreligieux et développement.

DIMANCHE 4 OCTOBRE Imaginer et construire le monde commun.

Dialogue autour de l'encyclique « écologique » du pape François.

pape, forts de leur poids spirituel, mobilisent leurs fidèles qui sont aussi des citoyens, pour faire pression sur les responsables politiques, afin que le long-terme et, ce faisant, le sort des générations à venir, ne soit pas sacrifié. Michel Rocard, que nous citons au début de cet article, est intervenu en ce sens, tout comme Nicolas Hulot et tant d'autres⁽³⁾. Sollicitations qui ne manquent pas de saveur dans le contexte français du moment : à savoir une crispation autour du concept de laïcité, alors que dans le même temps où on les tient à distance on demande aux Églises et aux religions de venir, en quelque sorte, suppléer les défaillances du politique ou tout du moins aider à les surmonter.

Redécouvrir diverses sagesse pour imaginer le monde

On sait que le pape François consacrera à l'écologie une grande encyclique dont la parution est attendue pour le début de l'été. Son prédécesseur écrivait déjà : « La société toujours plus globalisée nous rapproche, mais elle ne nous rend pas frères. La raison, à elle seule, est capable de comprendre l'égalité entre les hommes et d'établir une communauté de vie civique, mais elle ne parvient pas à créer la fraternité. »⁽⁴⁾ Peut-être, dans nos sociétés,

est-ce précisément l'heure de redécouvrir ce que pourrait être l'apport spécifique des diverses sagesse, cultures et religions, à l'œuvre dans nombre de « corps intermédiaires », comme ressources possibles pour imaginer le monde.

Tel est, en tout cas, le thème retenu pour la 90^e session des Semaines sociales de France, qui se déroulera à la Maison de l'Unesco, à Paris, les 2, 3 et 4 octobre prochain. Une session dont l'intuition est que, plus qu'une menace, sagesse, cultures et religions peuvent devenir une chance. Parce que, comme l'expriment dans ce numéro avec une étonnante convergence, aussi bien Dennis Gira, que Ghaleb Bencheikh ou Samuel Grzybowski (p.4, 6 et 10), les religions peuvent se retrouver, malgré et à l'intérieur même de leurs différences, dans un service commun de la justice et de la paix. Et que les nouveaux défis de la mondialisation ont bien, précisément, pour enjeu : la justice et la paix. ●

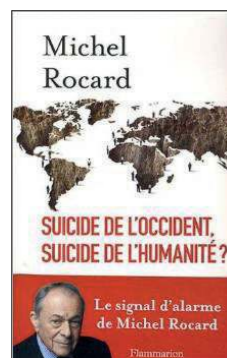
René Poujol

⁽¹⁾ Michel Rocard, *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?* Ed. Flammarion, 2015, 22,90 €.

⁽²⁾ Entretien avec Olivier Nouaillat et Pascale Tournier, *lavie.fr*, 10 mars 2015.

⁽³⁾ Voir la Lettre des SSF de janvier 2015, p.2 et 3.

⁽⁴⁾ Benoît XVI : *Caritas in Veritate*, 19.



Michel Rocard,
Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?
Ed. Flammarion, 2015, 22,90 €.

DENNIS GIRA

« Définir un mystère, c'est le vider de sa substance »

Les événements de janvier 2015 nous ont rendu conscients que nous devons imaginer ensemble le monde « autrement ».

DENNIS GIRA est théologien. Spécialiste du bouddhisme, auteur de nombreux ouvrages, il a enseigné à l'Institut catholique de Paris.



Is nous ont rendu conscients que la diversité culturelle, religieuse, philosophique, linguistique, sociétale, économique et professionnelle est aussi importante pour l'avenir de l'humanité que l'est la biodiversité. Mais quand les différences semblent insurmontables, faut-il penser que disparaît toute possibilité de penser notre monde ensemble ? Si oui, nous serons comme les passagers d'un TGV filant tout droit vers un mur de béton.

Sinon, sur quoi pourrions-nous fonder ce travail pour l'avenir de l'humanité ? Sans doute sur le dialogue. Je voudrais partager ici mon expérience de la rencontre d'une tradition (le bouddhisme) dont la manière de penser l'homme et le monde, et donc la manière d'être au monde, est radicalement différente de la nôtre.

De grandes différences

Ainsi certains m'ont confié qu'ils avaient du mal à croire qu'un dialogue avec le bouddhisme soit possible. Ils pensent en effet que plus les différences sont grandes, moins le dialogue devient possible ! Et pourtant mon expérience me dit tout le contraire : plus les différences sont grandes, plus le dialogue peut être riche. En effet, des personnes qui pensent

et sentent la même chose n'ont finalement rien à se dire, tandis que celles qui pensent et sentent de manière radicalement différente ne cessent jamais d'apprendre les unes des autres. Voilà une bonne base pour imaginer le monde ensemble ! Hors de cette dynamique, tout dialogue devient problématique et la tentation surgit de se replier sur la tolérance (chose facile pour qui n'a jamais été toléré !). En vérité, ce sont les différences qui nous aident à « imaginer le monde ensemble » parce que sans elles, il serait d'une platitude absolument désespérante.

Un dialogue riche

Le dialogue avec les bouddhistes m'a ouvert à une altérité qui m'a obligé à penser mes propres racines « autrement ». Cela ne veut pas dire que je sois devenu quasi bouddhiste ! Si c'était le cas, cela signifierait que les différences entre le bouddhisme et la foi chrétienne ont peu d'importance, ce qui n'est pas vrai. Non, c'est en me mettant à l'écoute des bouddhistes, en leur laissant dire ce qui est important pour eux, et en me laissant questionner par eux, que j'ai pu approfondir ma conscience de ce qu'était « l'être chrétien ».

Ce dialogue m'a appris, par exemple, la nécessité d'une réelle économie de la parole quand je parle du Mystère qui nous fait vivre, ce Mystère qui, loin d'être ce que je ne vais jamais comprendre, est ce que je ne vais jamais cesser de découvrir tellement sa richesse est grande. Cela veut dire aussi renoncer, dans ce dialogue, à vouloir définir Dieu... ou les grands mystères de la foi, y compris celui de Jésus Christ. Car définir un mystère, c'est simplement le vider de sa substance.

Cette expérience est transposable à tous les domaines de la vie. Il suffit de substituer le mot vérité au mot Mystère. Nous devons toujours être très humbles et reconnaître que la vérité en soi dépasse tous nos mots, et même l'idée que nous nous en faisons. C'est donc en essayant de dire cette vérité à ceux qui pensent autrement que nous entrerons naturellement dans le processus qui nous permet d'en découvrir bien d'autres aspects. Là se crée la possibilité d'imaginer le monde ensemble, avec beaucoup d'humilité car seuls, nous deviendrions prisonniers de notre vision du monde, mais aussi avec beaucoup d'audace parce nous savons que c'est dans la rencontre des autres que nous pouvons élargir cette vision, pour le bien de tous. ●



Le dialogue à la portée de tous, Dennis Gira, Bayard, 2012, 18 €.



Suivez l'actualité avec LA CROIX et sa nouvelle application

Disponible sur






PELERIN

c'est un hebdomadaire catholique et familial
et c'est aussi :

Des hors-séries et DVD exceptionnels pour explorer :

Tout notre patrimoine Les chemins de pèlerinage Les religions et leur histoire



Des initiatives encouragées :

Prix du Patrimoine
Depuis 22 ans, Pèlerin soutient des projets de restauration du patrimoine. Associations, communes, particuliers, redonnent vie à des lieux ou à des pièces remarquables.

Et aussi :
Prix du livre de témoignage.
Prix du blog chrétien.

Des éphémérides et des calendriers



Des voyages et des croisières.
Croisière sur la Volga, Pèlerinage en Terre Sainte...



les + du web

des vidéos, des web-documentaires, toute une richesse de compléments au journal.



Disponible également sur i-pad

www.PELERIN.com




GHALEB BENCHEIKH

Un parlement des religions du monde

La Conférence mondiale des religions pour la paix est une organisation internationale qui œuvre dans la mouvance du dialogue interreligieux.



GHALEB BENCHEIKH
Scientifique,
philosophe
et théologien
musulman,
il préside en
France la Confé-
rence mondiale
des religions
pour la paix.

Elle est dotée du statut B auprès de l'ONU. Ses membres agissent afin d'instaurer la paix entre les peuples et les nations. Comme le dit le théologien Hans Küng, il ne peut pas y avoir une paix juste et durable entre les nations s'il n'y a pas une entente entre les différents adeptes des traditions religieuses. En réalité, la Conférence mondiale des religions pour la paix poursuit une double finalité : la première est celle de sa dénomination, la paix comme finalité ; la seconde est sa propre disparition. En ce sens que l'organisation n'aura pas à exister, dès lors que ses objectifs seront atteints. Mais, pour cela, les hommes auront à attendre longtemps !

Plus jamais ça

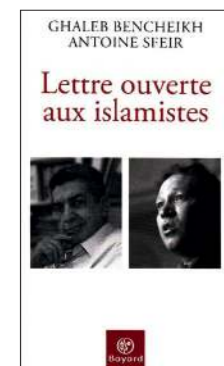
À la fin du dix-neuvième siècle, lors de l'Exposition universelle qui eut lieu à Chicago en 1893 et qui était consacrée à l'art précolumbien, le swami Vivekananda – que Romain Rolland a bien su présenter au public français dans une remarquable biographie – a eu l'idée de réunir les hiérarques et les dignitaires des grandes traditions religieuses de l'humanité en un parlement des religions du monde. L'idée était de réunir les représentants des religions afin de rompre ce terrible paradoxe qui veut que jamais l'homme n'ait autant été bafoué dans ses droits, aliéné dans sa dignité et ratatiné dans son être que par et dans des traditions religieuses alors que celles-ci prônent l'amour, la bonté et la miséricorde ! Ce parlement des religions du monde s'est réuni plusieurs fois jusqu'à la grande guerre. Il a connu ensuite une sorte de mise en veille et la seconde guerre mondiale lui a été fatale ! Toutefois, certains de ses membres, dans le sillage de « plus jamais ça » ont voulu

en ranimer l'esprit. L'idée d'une Conférence mondiale des religions pour la paix a été évoquée, de façon officielle, dès 1945. Ce n'est que vingt-cinq ans plus tard que la naissance officielle a eu lieu à Kyoto.

Aussi, depuis 1970, les membres de la Conférence et notamment ses responsables, mènent-ils une diplomatie parallèle dans les foyers de tension de par le monde, surtout lorsque le conflit se drape dans des considérations et justifications religieuses. Cette diplomatie de l'ombre et la médiation qui la sous-tend ont eu quelques succès au Liberia, en Sierra-Leone, au Mozambique, au Kosovo et au Timor oriental. Elle a aussi connu des échecs, notamment au Proche-Orient. Tout dépend de la réception du message par les dignitaires religieux qui sont sur la brèche. Certains sont sensibles à l'enseignement de mansuétude et de magnanimité que recèlent à profusion leurs références scripturaires et le relayent auprès des fidèles. D'autres, aveuglés par la haine et le ressentiment, s'en détournent ou ne savent pas le prodiguer à leurs ouailles.

La Conférence, dirigée par un présidium avec un secrétaire général, est présente dans plus de soixante-dix pays. Son fonctionnement se fait par exécutifs régionaux correspondant aux cinq continents, chaque exécutif se subdivisant en chapitres nationaux ou sections locales. Le chapitre français, qui représente la conférence à l'Unesco, est administré par un conseil. Il est constitué, à son tour, de plusieurs commissions : éducation à la paix, relations avec les médias, solidarité, laïcité, prévention des conflits, recueillement et prière interreligieuse. En dehors de la médiation sur le terrain, les manifestations de la Conférence se font essentiellement par le biais de colloques et de séminaires. ●

Religions pour la paix-France
8 bis rue Jean Bart 75006 Paris
religionspourlapaix@yahoo.fr



Lettre ouverte aux islamistes (avec Antoine Sfeir), Bayard, 2008.

Carnets d'Europe

La Grèce face au principe de réalité

L'attitude que l'Union européenne peut avoir face à la Grèce dépend largement de la manière dont le nouveau gouvernement grec entend se comporter face à l'Europe.

Dans la zone euro, la souveraineté est partagée. Il est impossible de conserver la monnaie unique sans en assumer les contraintes, surtout pour un pays bénéficiant encore de l'assistance financière de ses partenaires. La solidarité suppose des contreparties, la démocratie commande de trouver des solutions acceptables par l'ensemble des dix-neuf gouvernements concernés. La Banque centrale européenne, qui fournit des liquidités aux banques grecques, comme le Fonds monétaire international qui a accordé des prêts, ont également des règles à respecter.

Le premier ministre Tsípras a d'abord cru possible de s'affranchir des contraintes collectives. Il a promis d'augmenter les salaires ou encore de réembaucher massivement des fonctionnaires licenciés dans le cadre des programmes d'économie précédents. Il a également fait miroiter des solutions faciles, demandant à l'Allemagne de verser des milliards au titre des « réparations de guerre ». Le ministre des Finances Varoufákis a menacé les Européens de décisions unilatérales. Les responsables allemands ont été gravement insultés.

Depuis la fin février, le gouvernement grec a commencé à comprendre que la confrontation ne le mènerait pas loin. Un accord provisoire a été trouvé, à l'Eurogroupe, approuvé par le Bundestag, qui laisse à Aléxis Tsípras quatre mois pour lancer des réformes. L'avenir est entre ses mains.

Il n'est dans l'intérêt de personne que la situation dégénère. Si, par accident, la Grèce devait sortir de la zone euro, ce qui est un cas de



figure non prévu par les traités, la faillite du pays serait retentissante. Par peur de l'incertitude, les Grecs ont déjà massivement placé leurs euros à l'étranger. La Grèce retrouverait la maîtrise de son taux de change mais il est peu probable que les investisseurs étrangers se bousculent pour financer la reprise. L'image de la Grèce, déjà ternie par les rodomontades de ces dernières semaines, serait durablement atteinte. Pour les autres Européens, le dommage ne serait pas moindre. Ce serait l'échec de l'euro, ferment d'unité de l'Europe.

Il faut donc chercher patiemment un terrain d'entente. Au lieu de s'enfermer dans un nationalisme d'un autre âge, le gouvernement grec devrait être plus pragmatique : des failles existent dans les programmes européens. La montée de la pauvreté, la faiblesse de l'investissement productif ou le manque d'équité fiscale sont des sujets sur lesquels les Grecs pourraient rassembler des soutiens.

M. Tsípras a – hélas – de bons arguments à faire valoir : dans l'Union européenne, plus de 120 millions de personnes (24,5 % de la population totale) sont menacées de pauvreté et d'exclusion sociale. En Grèce, le taux monte à 35,7 % contre 28 % en 2008 (chiffres Eurostat 2014).

Pour le reste de l'Europe, une leçon peut d'ores et déjà être tirée : les partis politiques radicaux, qui font miroiter des solutions « faciles », dupent leurs électeurs. Un vote dans un pays ne fait pas disparaître l'interdépendance ; il ne réduit pas à néant le pouvoir des créanciers, surtout s'il est lourdement endetté (100% du PIB en France, désormais) et souffre de déséquilibres économiques. Les partis capables de bâtir des coalitions européennes ont plus de chance de réussir que les fanfarons promettant de « renverser la table ». À bon entendeur, salut. ●

Sylvie Goulard

Députée européenne ALDE,
(Chronique rédigée à la mi-mars 2015)

« La maison brûle. Où sont les chrétiens ? »

Sommet du climat en décembre (COP 21), session des Semaines sociales en octobre, encyclique du pape François en juin ou juillet : l'année 2015 sonne la mobilisation des chrétiens en faveur des générations futures. Diverses initiatives y appellent et plusieurs documents alimentent la réflexion, notamment à partir de la doctrine sociale de l'Église

Un kairos planétaire

La Conférence des évêques de France a organisé, en novembre 2014, une journée d'étude sur « Sauver la Création ». Le Conseil d'églises chrétiennes en France (CECEF), dans son message pour l'Avent à invité les chrétiens à mettre la COP 21 au premier rang de leurs préoccupations : « *Le mode de vie des pays les plus riches représente pour beaucoup un idéal. Or il est fondé sur l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables et bon marché. Le généraliser à l'ensemble de la planète conduirait à des niveaux de pollution insoutenables.* »

En janvier, le Conseil Famille et société de la Conférence des évêques de France publiait un texte de quatre pages, *Changement climatique : un kairos planétaire*. Le moment opportun pour bâtir un monde commun. Ce texte rappelle d'abord qu'il est urgent d'agir, tant les clignotants environnementaux sont au rouge. Pourtant, si l'avancée des dégradations – acidification et élévation du niveau des océans, événements climatiques extrêmes, perte de la biodiversité – nous menace tous, certains en souffriront davantage que d'autres : les pauvres

et les générations futures. Combattre le changement climatique, c'est aussi lutter contre les injustices et la pauvreté.

Se démarquant d'un « discours catastrophiste », ce texte propose d'interpréter cette situation dramatique à l'aune du *kairos* : ce mot grec, remis en honneur dans la théologie contemporaine, se traduit par « moment opportun ». Renvoyant à la résurrection du Christ, la notion de *kairos* fait référence à « un instant de grâce où tout peut basculer », à l'émergence d'une nouveauté radicale « au moment où la réalité sombre dans le désespoir ». Voici le temps de s'affranchir d'un modèle fondé sur le productivisme et la consommation ostentatoire, pour « *redéfinir ce qu'est la vie bonne.* »

Les défis auxquels la planète et l'humanité sont confrontées touchent aux fondements même de la foi chrétienne. Les chrétiens disposent de ressources spécifiques pour les affronter et dessiner le nouveau possible. Le texte en identifie trois : « *l'espérance face à l'avenir, l'universalité du bien commun et la solidarité comme socle du vivre-ensemble.* » De quoi se replonger dans les encycliques sociales de l'Église pour relire ce nouveau contexte à la lumière des principes du « bien commun » et de la « destination universelle des biens ». Quant aux principes de solidarité et d'« option préférentielle pour les pauvres », ils invitent à penser l'avenir

non pas pour les pauvres mais « avec et à partir d'eux », car « *le pauvre est appelé, comme toute personne, à être co-créateur et à mettre ses compétences au service d'un projet commun.* »

Un texte optimiste sur les processus de négociations multilatéraux ? Il a le mérite d'offrir d'autres ressources pour encourager les chrétiens à se mettre en marche : « *Un monde nouveau est en train de naître, et nous sommes tous appelés à le faire advenir.* »

Appel du Carême pour une conversion écologique

Un groupe issu des « Chrétiens indignés » a lancé en mars un « Appel du Carême pour une conversion écologique », signé par 40 personnalités qui n'ont guère l'habitude de signer les mêmes textes : Mgr Marc Stenger, Mgr Dominique Rey, les journalistes Patrice de Plunkett et Jean-Claude Guillebaud, Gaël Giraud, Philippe de Roux (Poissons roses), Pierre-Yves Gomez, Cécile Renouard, etc. Ce très large consensus – allant d'un « faucheur volontaire » François Mandil à l'ancien président de la Manif pour tous Guillaume de Prémare – reflète la résolution commune, devant l'urgence de l'engagement écologique, de mobiliser les chrétiens de toutes sensibilités (voir le texte et la liste des signataires sur appelconversionecologique.fr)

L'appel s'ouvre sur la question posée par bien des écologistes : « *La*

maison brûle. Où sont les chrétiens ? » Ils ont pourtant toutes les raisons de se mobiliser : « *Notre tradition n'a cessé de chanter les merveilles de la Création, tout en insistant sur notre responsabilité à son égard. Dans la vision biblique, l'homme n'est pas le propriétaire, mais le jardinier de la Terre. Dès lors, face aux désastres écologiques, comment pourrions-nous nous taire ?* » Il faut unir « *écologie humaine* » et « *écologie environnementale* », sans

Il faut unir « *écologie humaine* » et « *écologie environnementale* », « *Changeons le système, pas le climat !* »

reculer devant la radicalité de la question politique : « *Changeons le système, pas le climat !* » disent les signataires, qui dénoncent la « marchandisation de tout », soulignent que les principales victimes sont les plus démunis, appellent à une transformation radicale non seulement de nos modes de vie mais aussi de nos structures économiques : c'est à la fois personnellement et collectivement qu'il faut entrer dans une démarche de « *conversion écologique, qui est urgence vitale aussi bien qu'espérance évangélique.* »

Autres initiatives

Le « Jeûne pour le climat », lancé en 2014 en solidarité avec les victimes du typhon Haiyan (Philippines) invite chacun à jeûner le 1^{er} de chaque mois, en signe de solidarité avec les victimes du dérèglement climatique, et pour demander aux dirigeants rassemblés au Bourget

de parvenir à un accord universel et juridiquement contraignant sur le climat. Soutenu par le Conseil œcuménique des Eglises, il est promu en France par diverses associations, notamment Oxfam et *Chrétiens Unis pour la Terre* : <https://chretiensunis-pourlaterre.wordpress.com>

L'association Lyonnaise *Chrétiens et pic de pétrole*, qui se réfère volontiers à Jacques Ellul, Ivan Illich et aux penseurs de la « décroissance », organise des colloques pour étudier et discuter des solutions prenant en compte la finitude de nos ressources afin de promouvoir un mode de vie tournant le dos au culte de la technique et de la croissance. Voir : www.chretiens-et-pic-de-petrole.org/colloque-2014/.

Le mouvement Pax Christi, qui fut précurseur sur ce thème dans l'Église de France, a tenu son colloque annuel sur le thème : « *Si tu veux la paix, protège la Création.* »

Les *assises chrétiennes de l'écologie* (www.rencontres-ecologie-2015-assises-chretiennes.fr) s'annoncent comme le plus important rassemblement sur ces questions. Soutenues par la Conférence des évêques de France et le journal *La Vie*, elles devraient rassembler 2000 personnes, à Saint-Etienne, du 28 au 30 août, sur le thème « *changeons de climat.* »

Signalons enfin le projet original de *Pèlerinage œcuménique pour la justice climatique* : des pèlerins de toute l'Europe arriveront à Paris au début de la COP 21. Un pèlerinage semblable traversera l'Afrique, du sud au nord et de l'ouest à l'est, pour rallier Nairobi. La maison brûle, mais les chrétiens, enfin, se bougent ! ●

Marie Drique et Christian Mellon sj.



Revue Projet

N° 344, FÉVRIER 2015

« Aura-t-on l'énergie d'une transition juste ? »

L'énergie, on ne la voit pas. Sur elle reposent pourtant nos déplacements, notre confort, nos relations, nos modes de production et de consommation, notre agir politique. Changer de modèle énergétique, c'est changer de société. L'occasion de la rendre plus juste ? Avec des articles de Patrick Viveret, Dominique Méda, Jean-Pierre Orfeuill, Bruno Villalba...

N° 345, AVRIL 2015

« Le numérique, une chance pour l'école ? »

Savoirs disponibles à profusion, plaisir d'usage, apprentissage par l'expérience, horizontalité des relations : le numérique sonne le glas du modèle scolaire hérité du XIX^e. L'occasion de repenser la place du professeur, la motivation des élèves, les objectifs de l'école... Et de la rendre plus juste ? A lire notamment : un entretien avec Michel Serres, des articles de Pierre Mœglin, Bruno Devauchelle, des contributions d'enseignant(e)s qui innovent. En partenariat avec : le Centre d'études pédagogiques ignatien et le secrétariat général de l'Enseignement catholique.

A commander (12 €) en ligne sur Revue-Projet.com

ou en envoyant un chèque à l'ordre de Ceras-Projet à Revue Projet, 4 rue de la Croix-Faron, 93217 La Plaine Saint-Denis. Tél. : 01 48 22 40 18

Retrouvez cette chronique sur le site www.doctrine-sociale-catholique.fr

SAMUEL GRZYBOWSKI

« Déconfessionnaliser l'interreligieux »

Depuis sa création, en 2009, *Coexister* a connu une notoriété fulgurante. Il y a quelques semaines, les internautes l'ont placée en tête des lauréats de l'opération *La France qui gagne* initiée par le président de la République. Au moment où son fondateur publiait le récit, riche et attachant, du Tour du monde interreligieux entrepris, en 2013, avec quatre amis.



SAMUEL GRZYBOWSKI est président-fondateur de *Coexister*. Il interviendra, le 3 octobre 2015, lors de la session des Semaines sociales de France.

Le Tour du monde dont vous rendez compte dans ce livre s'enracine dans l'histoire de l'association *Coexister*. Comment est-elle née ?

Pour moi l'expérience fondatrice a été le Jamboree de 2007, à Londres. Là, parmi cinquante mille scouts venus du monde entier, appartenant à une dizaine de religions et arborant insignes et foulards les plus variés, j'ai eu l'intuition qu'il était possible, pour notre humanité, de vivre l'unité dans la diversité. On pouvait se mobiliser

autour de la notion de lien, du désir de vivre ensemble. Et cela était d'autant plus urgent pour notre société, concernant les religions, qu'elles représentent ce qui tient la place la plus profonde au cœur de l'homme, parce que chacun est libre de la choisir ou de se la réapproprier. Et que beaucoup y voient une source possible de divisions et de haines alors que toutes parlent de justice et de paix. L'idée de *Coexister*, comme mouvement de jeunes interreligieux, était née.

Vous aviez quinze ans lors du Jamboree, dix-sept à la création de *Coexister*, vingt-et-un lors du départ pour ce tour du monde. D'où vient l'idée ?

Elle est née d'une rencontre avec Christian de Boisredon, fondateur de *Reporters d'espoir* puis de *Sparknews*, qui popularise des initiatives constructives et adaptables, en réponse aux multiples défis de nos sociétés. L'idée était qu'une équipe de jeunes, de différentes sensibilités religieuses, aille recueillir, à travers le monde, des expériences de coexistence interreligieuse au service de buts communs. Ensemble nous avons donc lancé *InterFaith Tour*. Pendant presque un an, une bande de cinq amis – un catholique, un juif, un musulman, un athée et un agnostique – a visité une quarantaine de pays sur les cinq continents, rencontré 435 personnes ou associations engagées dans l'interreligieux, ramené des milliers de photos et des centaines d'entretiens... Ce fut passionnant et épuisant. Mon livre est le récit, volontairement subjectif, de ce Tour du monde.

A vous lire, on est surpris par la relative « jeunesse » des expériences que vous décrivez mais surtout par leur extrême diversité.

Difficile de dire si d'autres initiatives n'existaient pas précédemment. Mais il est certain que nombre d'entre elles sont nées à la suite des attentats du 11 septembre 2001,

en réaction au discours sur la guerre des civilisations. Partout nous avons rencontré une conscience aiguë de la dimension globale de l'amitié entre les peuples, même de la part de personnes qui ne savaient pas ce qui se passait ailleurs. Simplement elles inscrivaient spontanément leur combat local pour le « vivre ensemble », dans une perspective plus vaste de fraternité universelle. Alors oui, la diversité est extrême, à l'image des pays visités où le poids respectif des différentes religions est très variable : parfois équilibré, parfois non. Ce qui m'a le plus frappé est la capacité naturelle des uns et des autres à vivre leur différence religieuse, lorsqu'elle n'est pas instrumentalisée à des fins politiques. Je pense à Oman, à Singapour où les gens vous disent « ici notre unité repose sur notre différence », au Burkina où l'on change facilement de religion au cours d'une vie...

Voilà qui risque de choquer dans notre pays où la religion renvoie à des concepts de vérité difficiles à négocier...

Dieu, lui, accepte le réel. Et le réel est divers. L'Occident devrait faire preuve de plus de chasteté vis-à-vis de la vérité. Renoncer à lui mettre la main dessus, à prétendre la posséder. D'autant que pour nous, chrétiens, la vérité n'est pas un concept théologique mais une personne : le Christ. Il me semble nécessaire de déconfessionnaliser l'interreligieux. Et, pour nous, catholiques, de questionner la vision christianocentrée que nous en avons. Lorsque nous parlons d'interreligieux c'est toujours à partir des initiatives du pape, avec le code de lecture du Vatican et de l'institution, comme si tout avait commencé avec le rassemblement d'Assise, initié par Jean Paul II, en 1986. Alors qu'un premier Parlement des religions s'est tenu à Chicago, en 1893, rassemblant près d'une centaine de spiritualités (voir p.6).

Déconfessionnaliser l'interreligieux c'est accepter de croiser nos regards sur la vérité. Passer du « nous » au « je », du « ma religion dit que... » à « je crois que... ». Car tout le monde ne confesse pas quelque chose, alors que tout le monde croit à quelque chose. Je retire de ce tour du monde la conviction que le dialogue interreligieux confessionnel, si utile et nécessaire soit-il, ne sert pas la société dans son ensemble mais qu'aujourd'hui c'est,

au contraire, son approche a-confessionnelle qui lui confère un rôle d'utilité publique au service du vivre ensemble. Une conviction que nous avons pu valider dans toutes les villes de France où nous avons donné des conférences au terme de notre périple.

Cette idée est donc structurante de l'action de *Coexister* ?

Je pense que nous en avons l'intuition avant même toute analyse formelle. Le concept de coexistence active qui est le nôtre repose sur le refus de trois écueils : la supériorité de l'identité qui me met au-dessus de l'autre, la supériorité de l'altérité qui, à l'inverse, le valorise à mon détriment, ou encore l'indifférence. Dans le dialogue, nous n'avons pas à rechercher la ressemblance avec l'autre. Les initiatives qui portent du fruit sont celles qui assument la différence de chacun et savent la dépasser dans l'action commune au service de la justice, donc de la paix et de la fraternité.

Au lendemain des événements dramatiques de janvier, et alors que nos débats franco-français sur la laïcité semblent connaître un durcissement, votre projet « assumer la différence de chacun » semble en partie contredit par les faits...

Oui et c'est regrettable. La violence n'a pas de religion. Elle trouve sa source dans le rationnel que sont : le politique, le social, l'économique. La religion n'est qu'un vecteur. Aussi vouloir confiner le religieux dans le domaine privé est la meilleure façon de favoriser les communautarismes que l'on prétend combattre et de tuer la citoyenneté. Depuis sa création, et quels que soient les soutiens enthousiastes dont il bénéficie, notamment auprès des jeunes, *Coexister* se heurte à la fois aux identitaires des différentes religions comme aux tenants d'une laïcité de combat. Lors de notre audition par l'Observatoire de la laïcité, nous nous sommes présentés comme juif, catholique, musulman, agnostique et athée... soulevant ce commentaire de l'un des membres de la commission : « Alors, il n'y a pas de laïque parmi vous ! » L'interreligieux n'est pas un long fleuve tranquille ! ●

Propos recueillis par René Poujol

Dans le dialogue, nous n'avons pas à rechercher la ressemblance avec l'autre.



SAMUEL GRZYBOWSKI, Tous les chemins mènent à l'autre, Ed. de l'Atelier, 2015, 210 p. 10 €.



Coexister est affiliée à la Conférence mondiale des religions pour la paix. (voir p.6)
Coexister :
 104 rue de Vaugirard
 75006 Paris
 coexister@gmail.com

L'insécurité culturelle

Par **Laurent Bouvet**, Ed. **Fayard**, 190 p., 12 €.

Voilà bien le livre le plus lumineux qu'il m'ait été donné de lire sur l'effondrement actuel de la gauche et la poussée du Front national. La thèse, pourtant, peut sembler évidente : les hommes et les femmes de ce pays ne se déterminent pas, politiquement, uniquement à partir de facteurs économiques et sociaux. « Il faut y ajouter d'autres facteurs que l'on appelle des valeurs, culturelles notamment. » Ainsi, les bouleversements de la mondialisation provoquent-ils, parmi la population, une « insécurité culturelle » qui va bien au-delà de la simple paupérisation ou de l'inquiétude du lendemain.

Or, la gauche française, et notamment le PS, peu ou prou convertis au libéralisme, ont déserté le champ du combat socio-économique au profit de l'émancipation sociétale de minorités. Passant ainsi « d'une force de transformation sociale, collective et universaliste, à une simple force d'amélioration "sociétale" et morale de la situation relative de certains individus et de certains groupes sociaux. » En considérant que « ce sont eux qui souffrent des discriminations en fonction de leurs différences identitaires. » et qu'« ils sont donc les seuls en droit de se sentir en insécurité... » L'auteur, professeur de sciences politiques, voit dans



cette évolution l'explication de l'effondrement du socle électoral qui a fait la victoire de 2012. « Aux "déçus" de la politique économique du gouvernement se sont ajoutés (après l'adoption du mariage pour tous) les "trahis" de sa politique "sociétale" ». Et cela pour le plus grand profit du FN qui semble désormais le seul à même de répondre à cette insécurité culturelle du « peuple », fusse au prix du populisme le plus éhonté. Bigrement stimulant ! ●

René Poujol

Stop au mirage de la croissance

Par **Jean-Pierre Brovelli** et **Claude Simon**, Ed. de **l'Atelier**, 130 p., 7 €.

« La croissance douce fait les sociétés dures » aimait à dire Michel Albert du temps où il était commissaire au Plan. L'observation reste pertinente, même si chacun sait que la généralisation du modèle qui prévalut en Europe au lendemain de la guerre est aujourd'hui impossible. « Des économistes, de plus en plus nombreux, considèrent que le seul comportement écologiquement responsable et réaliste consiste à s'orienter vers un développement durable et sans croissance quantitative des biens produits et consommés. » Mais comment passer du « gagner plus » à l'« être plus » sans se résigner aux inégalités, chez nous comme entre le Nord et le Sud ?

Dans cet ouvrage, très accessible, dont l'écriture leur a été demandée par le Collectif Roosevelt, les auteurs dessinent les contours d'une alternative possible à la « fuite en avant de la croissance » par souci de sauver/créer des emplois. En mettant l'accent sur : la remise en cause (devenue classique) du concept même de PIB ; la dénonciation d'un taux de rémunération du capital qui, lorsqu'il dépasse la croissance, suppose une baisse de celle du travail ; le recours nécessaire à une nouvelle réduction du temps de travail ; l'urgence de la transition énergétique par-delà le mirage des gaz de schistes... Bien des propositions susciteront la controverse. En ces temps d'affadissement du débat politique, il se pourrait que construire de nouvelles utopies s'impose comme une « ardente obligation ». ●

R.P.

Jeunes et engagés

Les sept grands principes de la doctrine sociale de l'Église présentés aux jeunes (et à leurs aînés) sous forme de webdocumentaire. C'est là l'aboutissement du travail engagé depuis deux ans par Martin de Lalaubie, au sein du Ceras, en partenariat avec une quinzaine d'organisations catholiques dont les Semaines sociales. Chaque principe (dignité de la personne humaine, bien commun, destination universelle des biens, option préférentielle pour les pauvres, solidarité, subsidiarité et justice sociale) est présenté au travers de trois vidéos : portrait d'un jeune engagé, interview d'un expert et découverte d'une action institutionnelle, avec possibilité de navigation « à la carte » au moyen de nombreux liens interactifs. Nous y reviendrons, plus en détail, dans la Lettre de juillet 2015.

Cette réalisation sera en ligne dès le 16 avril sur : www.jeunes-et-engages.fr



La Lettre des Semaines sociales de France : trimestriel édité par l'association Semaines sociales de France
18, rue Barbès, 92 128 Montrouge cedex - Téléphone : 01 74 31 69 00 - E-mail : info@ssf-fr.org
Site : www.ssf-fr.org - Directeur de la publication : Jérôme Vignon. Rédacteur en chef : René Poujol.
Maquettiste : Martine Ullmann - Commission paritaire : CPPAP-0911G90019 - ISSN 1270-4687
Impression : DB print (Lille) - Abonnement 12 € pour quatre numéros.